

époque dans l'histoire de l'Eglise, et ce sera votre gloire que d'avoir été choisis par le Vicaire de Jésus-Christ pour faire en Orient un de ces gestes sauveurs qui marquent une ère nouvelle pour l'apostolat catholique.

J'avais besoin, Messieurs, de vous dire ces choses et de vous exprimer publiquement, pour cet inappréciable concours, ma gratitude personnelle ; car humainement parlant, au jugement des diplomates les plus expérimentés et des personnages les mieux renseignés, cette entreprise ne devait être que nulle ou désastreuse. Pourquoi ces pronostics fâcheux, mais vraisemblables, ont-ils été démentis par les faits ? Parce que d'abord, à l'insu des sages de ce monde, l'heure de Dieu était venue ;—parce que les Pèlerinages de Pénitence, si populaires dans toute la France et si merveilleusement bénis en ce pays de Lourdes, avaient ouvert la voie et préparé les esprits ;—mais encore, mais surtout, parce que j'ai trouvé dans l'œuvre des Congrès eucharistiques, dans la prière, dans les sacrifices cachés, dans les immolations intimes qu'elle a provoqués, dans les sympathies qu'elle a su nous ménager auprès de ces populations croyantes, par la manifestation solennelle de notre foi et de notre amour au Très Saint Sacrement, l'appui efficace et décisif qui a rendu tout possible.

Voilà pourquoi j'ai tenu, ce soir, à vous rappeler ces souvenirs et à vous signaler ces événements. Et, en évoquant devant vous tout ce passé, je ne puis me défendre d'une certaine émotion ; car c'est ici, à Lourdes, qu'avant d'aller vous rejoindre en Terre Sainte, je suis venu, durant tout un mois, me préparer, dans la solitude et la prière, sous le regard de Marie, à cette mission délicate dont je sentais peser si lourdement sur mes épaules la responsabilité ; et, pendant que là-bas nous accomplissions notre tâche, chaque jour, ici, à la Basilique, les missionnaires recommandaient à Notre-Dame le Congrès de Jérusalem. Il m'est doux, Monseigneur, Votre Grandeur le comprendra, de me retrouver avec vous à Lourdes pour payer à notre Mère cette dette de reconnaissance.

D'autre part, Messieurs, je vous devais ces confidences, parce que j'estime que rien, en ce moment, ne saurait davantage stimuler votre zèle et ranimer, en dépit de nos tristesses, votre confiance en l'avenir.

Certes, le vent qui souffle est mauvais. La situation présente des affaires de France est de nature à déconcerter les plus optimistes, et nous n'avons en perspective que des conjectures plus sombres encore.

Il ne nous appartient pas de préjuger les desseins de Dieu sur notre pays, mais c'est notre devoir de les seconder par nos propres efforts. Il ne nous appartient pas de fixer son heure à la Providence ; il dépend de nous, peut-être, d'en hâter l'avènement par nos sacrifices et par notre prière. L'homme a son mot à dire en ce monde, et sa main, pour débile qu'elle est, doit peser sur les événements. Est-ce aveuglement, est-ce lassitude ? Mais qui songe aujourd'hui que les affaires du pays sont les affaires de tous les citoyens et que les intérêts de l'Eglise regardent tous les catholiques ? Chose étrange, après qu'on a réclamé si bruyam-